

Brochure n° 3126

Convention collective régionale
IDCC : 54. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**
(OETAM)
(Région parisienne)

AVENANT DU 20 FÉVRIER 2018
RELATIF AUX TAUX GARANTIS ANNUELS
ET AUX INDEMNITÉS DE RESTAURATION À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2018

NOR : ASET1850521M
IDCC : 54

Entre :

GIM RP,

D'une part, et

CFTC métallurgie Île-de-France ;

FO métallurgie RP ;

SMIDEF CFE-CGC ;

CFDT UPSM,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le rapprochement des textes conventionnels de la métallurgie Région Parisienne et de la Seine-et-Marne a été engagé au début de l'année 2017. Il s'est finalisé à la fin de l'année 2017 alors que la fusion du groupe des industries métallurgiques de la région parisienne et de l'UIMM de la Seine-et-Marne a été actée le 20 octobre 2017.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux se donnent pour objectif d'aboutir à une convergence des barèmes des taux annuels garantis à une échéance de 4 à 5 ans.

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus à l'article 9 de l'avenant « Mensuels » sont fixés pour l'année 2018 par un barème exprimé en euros figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte et ayant atteint 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre 2018.

Le présent barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, et sera adapté proportionnellement à l'horaire collectif en vigueur ou à celui du salarié concerné.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

Tous les taux garantis annuels du présent barème ont une valeur supérieure au Smic annuel en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Toutefois, si une revalorisation du Smic intervenait au cours de l'année 2018, il est rappelé qu'à compter de cette revalorisation et dans les conditions prévues par le code du travail, la rémunération mensuelle d'un salarié ne pourra être inférieure au Smic correspondant à son horaire de travail effectif.

La fixation du barème des appointements annuels minimaux ci-dessous tient compte tant de la situation économique à laquelle se trouvent confrontées les entreprises de la branche à la date de signature du présent accord que des perspectives de celles-ci pour l'année 2018. En conséquence, si l'inflation, calculée comme l'évolution entre la moyenne des 12 derniers indices des prix à la consommation connus et la moyenne des 12 indices précédents, venait à dépasser le taux de 1,2 % d'ici la fin de l'année 2018, les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer à nouveau pour réexaminer le barème des appointements annuels minimaux garantis.

Article 2

Au regard de l'objectif de convergence entre les barèmes de la région parisienne et de la Seine-et-Marne, les parties conviennent que les indices qui auront convergé à l'occasion de cette négociation et les suivantes ne pourront plus être différents sur ces deux territoires.

Article 3

L'indemnité de restauration sur le lieu de travail prévue à l'article 18 de l'avenant « Mensuels » est portée à 6,865 € à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 4

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 5

Le présent avenant sera notifié à chaque organisation syndicale représentative dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et déposé au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Paris et de Nanterre dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Son extension sera sollicitée en application des articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 20 février 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXES

Indemnité de restauration :

Montant au 1^{er} janvier 2018 : 6,865 € (+ 1,20 %).

Ancienneté :

Valeur du point au 1^{er} janvier 2018 : 4,99077 € (valeur inchangée).

Barème de taux garantis annuels applicables pour l’année 2018

Barème, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	COEF.	ÉCH.	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE (sauf AM d'atelier)	OUVRIERS	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
I	140	1	18 168		O1	18 168
	145	2	18 362		O2	18 480
	155	3	18 407		O3	18 574
II	170	1	18 412		P1	18 586
	180	2	18 440		P2	18 721
	190	3	18 543			
III	215	1	18 935	AM1	P3	19 861
	225	2	19 787	AM2	TA1	21 919
	240	3	21 062			
IV	255	1	21 892	AM3	TA2	22 986
	270	2	23 185	AM4	TA3	24 343
	285	3	24 479		TA4	25 703
						26 193

NIVEAU	COEF.	ÉCH.	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS DE MAÎTRISE (sauf AM d'atelier)	OUVRIERS	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier
V	305	1	26 018	AM5		AM5 27 838
	335	2	28 566	AM6		AM6 30 805
	365	3	30 947	AM7		AM7 33 115
	395	3	33 523	AM7		AM7 35 870